

Actualités



Une ancienne caserne militaire du quartier de la Belle-de-Mai à Marseille, occupée depuis plusieurs mois par des migrants, a été évacuée lundi 8 octobre. Crédits : Google Street View (octobre 2018).

## **À Marseille, évacuation d'un squat ayant hébergé près de 200 migrants**

Par [Maëva Poulet](#) Dernière modification : 10/10/2018

**Une ancienne caserne militaire du quartier de la Belle-de-Mai à Marseille, occupée depuis plusieurs mois par des migrants, a été évacuée lundi matin. Selon la préfecture, 94 personnes ont été temporairement "mises à l'abri" dans un gymnase. Pour les associations sur place, cet événement révèle le manque de solutions d'hébergement pour les migrants dans le département des Bouches-du-Rhône.**

Aux alentours de 7 heures du matin, lundi 8 octobre, des cars de CRS se sont positionnés devant la caserne Masséna, près de la gare Saint-Charles à Marseille, en vue de son évacuation. Depuis plusieurs mois, des migrants y vivaient. Certains d'entre eux, prévenus d'une possible expulsion, étaient partis d'eux-mêmes le jour de l'expulsion. Les autres ont été escortés dans le calme par la police puis emmenés en bus dans un gymnase des quartiers nord de Marseille où ils seront temporairement "mis à l'abri".

Depuis presque un an, plus d'une centaine de migrants sans solution d'hébergement, majoritairement de jeunes hommes venus d'Afrique subsaharienne, avaient trouvé refuge au

sein de cet immeuble déclaré "en péril grave" dès 2015. Leur situation avait interpellé certains habitants du quartier de la Belle-de-Mai, qui avaient alors formé le collectif La Fabrique des Partages pour tenter de leur venir en aide.

"L'hiver dernier, on a commencé à voir des jeunes hommes dans le quartier, en claquettes et t-shirts même lorsqu'il faisait froid, l'air un peu perdus. Face au dénuement dans lequel ils vivaient, nous avons décidé de former un petit collectif pour pouvoir les aider dans leurs démarches administratives, ou leur apporter des bouteilles d'eau en été", explique à InfoMigrants Amélie Dessaux, une des portes-paroles de La Fabrique des Partages. Selon elle, le squat est passé d'environ 80 personnes l'hiver dernier à près de 200 ce mois-ci.

### **Un diagnostic "social et administratif"**

En fin de semaine dernière, alors que la rumeur d'une expulsion planait déjà, son collectif avait [lancé sur les réseaux sociaux un appel](#) à "occuper l'espace devant la caserne" pour "discuter avec les exilés" et "réclamer [...] aux représentants de l'État des solutions avant l'hiver". "Ce que l'on revendique, ce sont des solutions pérennes d'hébergement et que ces gens soient traités comme des êtres humains. Car il fallait certes évacuer ce lieu insalubre mais toutes ces personnes sont déjà passées par des gymnases ou des hôtels et ont fini par se retrouver à la rue. Donc maintenant, quelles vont être les solutions apportées ?", s'interroge Amélie Dessaux.

Selon la préfecture de police, les 94 migrants qui ont accepté d'être pris en charge dans le gymnase bénéficient d'un "accueil assurant le gîte et le couvert, ainsi qu'un diagnostic social et administratif".

Pour effectuer ce travail d'accompagnement, la préfecture des Bouches-du-Rhône a mandaté l'association marseillaise Sara / Logisol, [qui était déjà intervenue après l'évacuation d'un autre squat de migrants dans les quartiers nord de la ville en février dernier](#).

[>> À relire sur InfoMigrants : À Marseille, une "mini-jungle de Calais" évacuée par la police](#)

Selon Sylvain Rastoin, directeur de l'association, sur près de 130 migrants présents dans le squat au moment de l'évacuation, une trentaine a refusé la prise en charge. "D'autres ont encore pu partir avant. Il y avait également plusieurs mineurs isolés, qui eux ont été directement pris en charge par l'ASE [Aide Sociale à l'Enfance]", explique-t-il à InfoMigrants.

### **"Aucun placement en centre rétention"**

Dans le gymnase, mis à disposition par la ville pour cinq jours, son équipe est chargée d'évaluer au plus vite la situation de ces personnes et leur trouver à tous une "solution d'hébergement adaptée".

"Nous travaillons avec l'Ofii et la préfecture pour que toutes ces personnes puissent avoir une place dans un centre d'accueil correspondant à leur situation administrative d'ici la fin de la semaine. Mais les places sont rares, surtout pour ces jeunes hommes qui ne sont pas considérés comme 'vulnérables' donc rarement prioritaires. Cela montre bien qu'il y a un vrai déficit d'infrastructures d'accueil dans la région", poursuit Sylvain Rastoin qui assure par ailleurs que "personne ne sera placé en centre de rétention".